

vendredi 21 août 2015

N° 4627

Le Travailleur de Lot-&Garonne



D'autres choix sont possibles!

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 96^e année - 1,20 €

Sommaire

en bref p 2 et 3

Marchés nocturnes - Transports scolaires - Travailleurs saisonniers - Elections régionales - Assemblée des communistes - Immigrés sans papier, migrants...

à mon avis p 3

actu p 4 à 6

Fête de l'Humanité - Vers une nouvelle industrialisation...

à propos de p 6

locale p 7

Agen - Miramont-de-Guyenne - Lévigac-de-Guyenne

culture p 8

2

Vers une nouvelle industrialisation du territoire



Fête de l'Huma 11, 12 et 13 septembre



Élections régionales campagne militante ouverte



Assemblée de rentrée du PCF 47 jeudi 27 août

Marchés nocturnes

Les marchés nocturnes de Lévigac-de-Guyenne du vendredi soir sont organisés par la municipalité. Là encore, Lévigac est en pointe. Afin de réduire le volume des déchets plastiques, il est conseillé aux convives de porter leurs couverts (ce n'est pas nouveau, cela existe dans le 47 depuis longtemps). Maintenant, il leur est proposé un gobelet illustrant notre village, réutilisable, consigné 1 € rendu en fin de marché lors du retour du gobelet.

Nous vous invitons à participer au dernier marché le 21 août et vous en rapporterez un souvenir ! ■

Marie Renée **Gérard** et Christine **Pospichek-Prigent**

Transports scolaires

Pétition sur l'abandon du train concernant les transports scolaires des jeunes communistes

Les militants du Mouvement des jeunes communistes dénoncent la décision du conseil départemental d'abandonner le versement d'une aide financière à des parents d'élèves de Port-Sainte-Marie pour l'achat de la carte de transport leur permettant de rallier Agen en train.

Une pétition a été lancée en ligne et sera déclinée sous format papier afin de la présenter à l'ensemble des lycéens et étudiants lot-et-garonnais, dès la rentrée de septembre 2015.

« Cette décision, prise pour des raisons budgétaires, aura un grave impact sur l'équilibre de vie des élèves, sur leur parcours scolaire comme sur la réussite de leurs études. En effet, matin et soir, les élèves verront leur amplitude horaire s'al-

longer, au minimum de 30 minutes; le temps de trajet pour un TER entre Agen et Port-Sainte-Marie étant de 11 minutes, contre 30 pour un bus. Cette décision est d'autant plus aberrante, que même les élèves commençant à 9 heures ou finissant à 16 heures se verront dans l'obligation de prendre l'unique bus de ramassage scolaire. Il existe pourtant sur ces mêmes créneaux horaires des TER faisant la liaison Agen Port-Sainte-Marie. » ■

Pour consulter la pétition (et la signer) :

www.change.org/p/thomas-portes-les-élèves-de-port-sainte-mariedoivent-pouvoir-prendre-le-train

Travailleurs saisonniers

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, chef de file des communistes pour les élections régionales, répond aux propos de Serge Bousquet-Cassagne, président de la Chambre d'agriculture de Lot-et-Garonne au sujet des travailleurs saisonniers.

Pour le président de la chambre d'agriculture, « le droit social est toujours respecté [...]

J nous sommes obligés de faire venir des ouvriers étrangers car le Français (sic) installé ici ne veut pas de ce type d'emploi, physiquement éprouvant »

Olivier Dartigolles fait une mise au point :

« Cette parole est mensongère. On estime à 2000 le nombre de travailleurs saisonniers en Lot-et-Garonne venus de Pologne ». « Ce qui est éprouvant, c'est la mise en concurrence sauvage des travailleurs, une concurrence libre et faussée, le dumping social pour ces damnés et ces forçats de la terre. » « Sur le plan européen, nous connaissons très bien les logiques libérales à l'œuvre et les dégâts sociaux et environnementaux qu'elles provoquent. Sur le plan national, alors que les missions de l'inspection du travail sont attaquées par les saignées budgétaires et la destruction du Code du travail, il faut tout au contraire renforcer les contrôles et les sanctions.

Sur le plan régional, aidons les exploitations qui font le choix d'un modèle respectueux des hommes et de la nature. Et rappelons à la chambre d'agriculture du 47 quelques principes et valeurs. »

Olivier Dartigolles était samedi 15 août en Lot-et-Garonne pour rencontrer les

responsables de la Confédération paysanne et réfléchir avec eux sur les réponses en termes de politiques publiques à l'exploitation des saisonniers. ■

Régionales Démarche et chefs de file élus

Le dernier numéro du **T**ravailleur évoquait la consultation des adhérents concernant les élections régionales. Cette consultation a validé l'orientation politique du premier tour proposée par la conférence régionale.

Construire un très large rassemblement s'attaquant à la logique d'austérité pour faire reculer les inégalités avec le PCF, le FdeG, les écologistes, les socialistes qui veulent une politique de gauche « digne de ce nom » et pour cela obtenir un bon score au premier tour afin d'éviter que la droite et l'extrême droite ne fassent main basse sur la nouvelle région, et obtenir un maximum d'élus communistes, FdeG et anti-austérité...

Cette orientation a obtenu 79,92 %. Le chef de file régional du PCF est Olivier

Immigrés sans papiers, migrants: des humains d'abord

Nous sommes envahis par une masse d'informations et de désinformations, à tel point qu'il est difficile de démêler le principal de l'accessoire et le vrai du faux.

Il en est ainsi des questions de l'immigration, des sans-papiers, des migrants, c'est pourquoi, il est nécessaire d'y revenir de temps en temps.

D'abord et avant tout, il ne faut jamais oublier qu'il s'agit d'êtres humains qui doivent être respectés et accueillis en tant que tels.

Dans la plupart des cas, ils ont quitté, ou fui, leur pays à cause de la misère, de la guerre (Iraq, Libye, Syrie...) des groupes fan-

atiques (Daesh, Al-Quaïda, Talibans, Boko Haram), de dictatures (Érythrée et autres).

Ces jours-ci, on a eu le cas de ces chrétiens arabes irakiens menacés par Al-Quaïda.

Exploités par le patronat

Ces dernières années, des manifestations de sans-papiers, soutenus à juste raison par diverses organisations, ont révélé certaines réalités. **D'abord, leur utilité dans des branches déficitaires en main-d'œuvre, où les salaires sont très bas et le travail particulièrement pénible.** Ensuite, l'hypocrisie de certains patrons qui les emploient sachant

qu'ils peuvent plus facilement les exploiter et sans payer de cotisations sociales.

À cet égard, tant en ce qui concerne les immigrés sans-papiers que ceux qui sont en règle, on remarquera que ce sont bien des patrons ou dirigeants d'entreprises qui les embauchent. Alors, il est surprenant que le sombre mépris ou le vil courroux des racistes et des inconscients visent ces travailleurs.

Mais, ne nous égarons pas, les immigrés ont beaucoup contribué à la prospérité et au renom de la France, comme nous l'avons souvent rappelé dans ce journal. J'y reviendrai prochainement, ne serait-ce que pour réactiver les mémoires assoupies, parce que, dans ce domaine, il ne faut jamais reculer d'un pouce. ■

EC

Dartigolles avec 72,05 %.
Le chef de file départemental: 75,98 % pour Jean-Jacques Mirande et 21,65 % pour Thomas Portes (qui sera par ailleurs proposé par le PCF sur la liste avec les douze candidats lot-et-garonnais).

Désormais la campagne s'engage avec un appel à faire signer les cent premiers Lot-et-Garonnais (syndicalistes, progressistes...) intéressés par le contenu et la démarche proposés.

Chaque lecteur est invité également à faire des propositions de candidature du

PCF, dans l'esprit qu'incarne le large rassemblement évoqué dans le bulletin de vote.

La liste et le contenu seront soumis à validation début octobre. ■



à mon
avis

D'autres choix sont possibles!

L'action citoyenne vente solidaire producteurs/consommateurs, MODEF/PCF associés, révèle une fois de plus dans le domaine des fruits et légumes, comme pour la viande ovine ou bovine, que le travail n'est pas payé à son juste prix, a sa juste valeur, au profit des transformateurs et surtout des grandes centrales d'achats et de distribution. L'écart entre le prix payé au producteur et celui à l'étalage va de: un à cinq! Cette question touche l'ensemble de la société. La population considère cette situation comme injuste. Elle participe massivement et avec le même enthousiasme, à ces initiatives de solidarité comme ce jeudi en Région parisienne. Contrairement à ce que l'on nous assène dans les médias, avec des experts, et au gouvernement, on ne pourrait pas grand-chose face à la loi du marché. Les communistes sont convaincus que la loi des hommes peut corriger et inverser la logique actuelle. Les députés communistes avaient proposé une loi en 2011 qui permettait d'assurer un prix plancher (« indicatif » terme euro compatible) défini par l'inter profession et un prix maximum à la vente, avec un coefficient multiplicateur par produit; proposition votée par toute la gauche, à l'époque. La droite refusant de gêner la grande distribution votait contre! Cette année, à nouveau le PCF 47 a été présent à la vente solidaire. Il animera un débat sur le sujet à l'Auberge gasconne à la fête de l'Humaine et, bien sûr, sur le terrain du département en associant les citoyens consommateurs pour faire partager l'idée qu'il est possible, ensemble, d'obtenir d'autres choix conformes aux producteurs et aux consommateurs, donc pour une ruralité vivante. ■

Michel Ceruti

Assemblée militante de rentrée jeudi 27 août à 19h00 salle des fêtes de Feugarolles

Comme ces dernières années, la rentrée des communistes lot-et-garonnais se déroulera à Feugarolles. Elle donnera lieu à un échange sur les enjeux face à la crise du système capitaliste et les réponses politiques à apporter. Quel type de rassemblement à gauche doit-on porter pour une alternative politique progressiste en France? Quel travail réaliser pour aller vers une nouvelle industrialisation de notre territoire? Quelle implication des communistes, partout, pour gagner les élections régionales? Quelle contribution de chacun pour réussir la fête de l'Humanité? **Un buffet campagnard organisé par l'Albret clôturera la réunion.** Frédéric Rauch, rédacteur en chef d'« Économie et Politique », collaborateur du conseil national du PCF sera présent. ■



Le Travailleur du Lot-et-Garonne

fondé par **Renaud JEAN**, premier député communiste de France

directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef:

Nicolas Lucmarie - rédaction: **Michel Ceruti, Lysiane**

Chantré Edmond Coëdelo, Roger Dejean, Jean-Claude

François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique

Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**

18, rue Jules Ferry 47 006 Agen

Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01

letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 3^e trimestre 2015 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0620 C 86962

Fête de l'Humanité

Les communistes de Lot-et-Garonne seront présents à la fête de l'Humanité qui aura lieu les 11, 12 et 13 septembre !

Comme chaque année, la fédération du PCF participe au succès et au rayonnement de la fête en tenant l'Auberge gasconne; lieu où est valorisé le Lot-et-Garonne, sa gastronomie ses menus servis du jeudi au dimanche, ses produits du terroir ses vins et apéritifs gascons. Lieu où est débattu et défendu l'avenir d'une agriculture à taille humaine pour une ruralité vivante. Le débat de cette année aura pour thème lié à l'actualité pour l'encadrement de prix agricoles avec un prix minimum plancher rémunérateur en présence de Raymond Girardi, de Gérard Le Puill et André Chassaingne. La fête de l'Humanité, c'est aussi celle du journal, un journal qui résiste grâce à l'engagement des communistes et depuis une quinzaine d'années, de celles et

de ceux, d'horizons politiques divers qui ont le pluralisme au cœur. Aujourd'hui, la quasi-totalité des titres de la presse écrite appartient à de grands groupes liés à l'industrie militaire. Le groupe Dassault détient, à lui seul, la presque totalité des titres de presse nationale ou régionale. Concentration de l'information au niveau national, mais aussi à l'échelle mondiale. Nous avons à faire face à une intense bataille idéologique du capitalisme qui n'hésite pas à falsifier et à manipuler l'information pour faire accepter l'inacceptable. Aujourd'hui, l'Humanité, ce journal indépendant des forces de l'argent a besoin de soutien. C'est ainsi que l'argent que nous allons récolter à « l'Auberge gasconne » ira, comme chaque



année, au journal et, s'il en reste, à permettre de financer, l'activité des communistes en Lot-et-Garonne. Pour les trois jours, la vignette est à 22 €. Elle permet l'entrée à la fête pendant les trois jours, d'assister aux spectacles, mais c'est aussi un soutien précieux et indispensable à la survie du journal de combat et d'information qu'est « l'Humanité ». Tout cela se réalise avec la participation de militants et d'amis qui se dépensent sans compter au service d'une cause humaine avec don au journal l'humanité. Vous souhaitez apporter votre aide, contactez

la fédération du PCF47
 BP 10 148 – 47 004 Agen CEDEX
 ou Annette **Boussinot**
 au 06 74 91 12 85
annette.boussinot@free.fr
 ou Monique **Mirande**
 au 05 53 98 21 74
j.jacques.mirande@orange.fr ■



À propos de Hiroshima et impérialisme US ^{1/3}

6 août 1945: Hiroshima 9 août 1945: Nagasaki

Plus de 300 000 morts, soit autant que les pertes américaines de toute la seconde guerre mondiale. **Crime contre l'humanité! D'abord et surtout parce que les victimes sont des civils (hommes, femmes et enfants)** mais aussi que le Japon est déjà vaincu et prêt à négocier sa réédition, ce dont les dirigeants américains sont parfaitement au courant. Rappelons que l'Allemagne nazie, son alliée, avait capitulé sans conditions depuis trois mois. Et il faut se souvenir que les scientifiques américains étaient opposés à l'utilisation de la bombe atomique, mais que Truman qui venait d'être nommé président (à la mort de Roosevelt), passa outre sous le prétexte fallacieux que « l'envahissement du Japon causerait la mort d'un million de soldats américains ». Or, répétons-le, le Japon encerclé, à bout de ressources, n'avait

pas d'autres choix que de cesser le combat. **À ce jour, les États-Unis sont le seul pays à avoir utilisé la bombe atomique.**

Après la doctrine Monroe: Monroe plus

La décision de larguer des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki n'était donc basée que sur le mensonge et la manipulation de l'opinion publique. Mais pourquoi? Eh bien, au nom de la politique impérialiste des États-Unis visant à imposer leurs intérêts, à tout prix, par la puissance militaire et économique. C'est d'ailleurs une constante de leur politique depuis 1945. Citons la guerre du Vietnam (1964-1974) et l'invasion de l'Irak en 2003. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, le président Truman a été très clair. Avec l'arrogance des riches et des puissants, il n'a pas hésité à déclarer: « *Les États-Unis sont aujourd'hui une nation forte. Cela signifie que, avec une telle force, nous avons le devoir de prendre le leadership de l'organisation du monde* ». Ainsi, la doctrine Monroe (1823) selon laquelle tout le continent américain était le domaine des États-Unis, est devenue « Monroe-plus », leur donnant le droit d'intervenir dans le monde entier. ■

Edmond **Coëdelo**

Vers une nouvelle industrialisation du territoire

Le 15 juillet dernier, la fédération du PCF 47 donnait une conférence de presse pour une nouvelle industrialisation du territoire. Votre journal, en arrêt saisonnier, n'a pu rendre compte de cet événement. Voici le texte in extenso des propositions faites. Le rendez-vous est pris pour le 16 octobre avec les acteurs départementaux. Le texte ci-après est une base concrète pour inverser les logiques actuelles et construire cette rencontre en lien avec la prochaine échéance électorale.

L'industrie et les services sont le cœur de cible de l'action gouvernementale.

Depuis 2012, un certain nombre de propositions législatives importantes ont été actées par le gouvernement en faveur d'une politique dite de l'offre.

La création de la BPI (Banque publique d'investissement) a introduit un outil de cofinancement des entreprises à fort potentiel compétitif, en lien avec les territoires visant à se substituer partiellement au secteur bancaire. La loi Macron et le plan PME ont amplifié les dispositifs de financement des entreprises par les marchés.

D'autres dispositifs ont été mis en place pour restaurer les marges des entreprises et leur assurer un haut niveau de profitabilité. Par exemple, la loi de sécurisation de l'emploi, le Pacte de responsabilité, les lois Macron et Rebsamen ont pour objectif principal de réduire les « coûts fiscaux et sociaux » des entreprises. Quant aux réformes territoriales, elles travaillent l'organisation de l'offre publique et de services publics en fonction des besoins de développement des grands groupes sur un territoire.

Pourtant, ces mesures n'ont pas permis d'inverser la tendance à la désindus-

trialisation des territoires, ni à relancer l'activité. Elles n'ont pas empêché la hausse des défaillances d'entreprises, ni la hausse du chômage, ni le recul de l'investissement dans le pays.

Entre avril 2013 et avril 2015, la région Aquitaine a constaté 6927 défaillances d'entreprises, dont 661 pour le Lot-et-Garonne. Sur la dernière année, son taux de chômage a augmenté de 6,5 %, celui du Lot-et-Garonne de 5,8 %. Quant à l'investissement, il est en recul sur l'ensemble du territoire aquitain sur les dix-huit derniers mois, il chute de 9 % en Lot-et-Garonne sur la période. Globalement, comme le souligne la dernière note de conjoncture de la CCI de Lot-et-Garonne, le second semestre 2014 a été marqué par « nouveau fléchissement de l'activité en Aquitaine », avec des « difficultés dans l'industrie, un net recul dans le BTP », et « une activité du commerce et des services qui se maintient mais à un niveau faible ». Et si les perspectives 2015 apparaissent moins défavorables aux employeurs, elles restent « dans le rouge : plus de dirigeants envisagent une baisse plutôt qu'une hausse de leur chiffre d'affaires pour les prochains mois ». Or, dans le même temps, l'ensemble de la dépense publique annuelle en direction des entreprises d'Aquitaine pour favoriser le développement (aides et subventions) repré-

sente plus d'un milliard d'euros (rapport CESER, avril 2015). Un montant qui ne tient pas compte de la dépense fiscale (CICE, CIR, exonérations de cotisations patronales...).

Pourquoi une telle inefficacité? Parce que le développement du tissu industriel ne passe pas par la fragilisation des salariés. Parce que la logique sous-jacente de cette politique de l'offre qui privilégie la baisse du « coût du travail » et des dépenses publiques et sociales ne répond pas aux difficultés des entreprises et de leurs salariés; elle les alimente.

Pourtant, ces difficultés sont connues:

1 - Les entreprises, en particulier les PME, ont besoin de développer leurs carnets de commandes, c'est-à-dire d'assurer leurs débouchés par une demande consolidée. Or, les politiques d'austérité salariale et sociale réduisent la demande intérieure. La réduction des dépenses publiques et sociales lamine les investissements de l'État et des collectivités territoriales, freinant massivement la demande publique. Quant à la fragilisation de l'emploi par sa précarisation et sa flexibilisation, elle entraîne une pression à la baisse du revenu des ménages, qui réduit leur demande de consomma-



Lors de la conférence de presse... Michel Ceruti, secrétaire départemental Frédéric Rauch, économiste était également présent, Jean-Jacques Mirande

tion et d'investissement.

2 - Les entreprises, notamment les PME, subissent des contraintes de financement auxquelles les aides publiques actuelles ne répondent pas. Plus encore, cette politique de l'offre qui privilégie les profits des grands groupes, renforce le pouvoir des donneurs d'ordres et des banques sur les PME, pourtant au cœur du tissu industriel. D'un côté, les PME subissent une stratégie bancaire de rationnement du crédit pilotée par une politique des taux d'intérêt élevée et de sélection par la rentabilité financière des prêts à l'investissement. De l'autre, le renforcement des chaînes de valeur siphonne leurs ressources au profit des grands groupes. De sorte que, les marges qu'elles génèrent, comme les allègements fiscaux et sociaux dont elles peuvent bénéficier, sont ponctionnées par leurs clients principaux ou donneurs d'ordres, via le jeu des comptabilités consolidées, des prix internes, ou encore des prix des services facturés et du (suite page 6)

(suite de la page 5)
crédit interentreprises à court terme.
On estime ainsi qu'il manquerait entre 10 et 13 milliards d'euros chaque année dans la trésorerie des PME à cause des seuls retards de paiement. Ces coûts du capital sont autant de ressources prélevées sur la richesse qu'elles produisent, qui vont nourrir les opérateurs financiers et les grands groupes plutôt que d'être injectées dans le développement de leur activité.

Or, la conjonction de ces deux difficultés construit un cercle vicieux récessif qui nourrit le sous-investissement, la baisse des qualifications et la perte d'efficacité de l'appareil productif français. Ce qui participe in fine de la désindustrialisation du territoire.

Pour autant, une fois mise au jour la logique du cercle vicieux et les inconséquences des choix du gouvernement, doit-on s'opposer sans distinction au discours qui revendique une baisse des coûts des entreprises ?

Doit-on s'opposer à la recherche d'efficacité de la production dans les entreprises ou les services publics, et considérer que les enjeux de gestion des entreprises relèvent de l'employeur et qu'il nous revient de nous y opposer seulement à partir du moment où ils sont contradictoires avec nos intérêts de salariés ?

La réponse à cette question est essentielle. Elle relève d'une bataille idéologique qui traverse aujourd'hui la société française et détermine la nature, la forme et le fond de la bataille politique, qu'il nous appartient de mener. En effet, nous ne croyons pas qu'il faille nier la réalité d'une recherche de la baisse des coûts des entreprises, ni qu'il faille nier la recherche de gains de productivité dans les entre-

prises. Au contraire, en tant que communistes, nous visons aussi l'efficacité. Mais pas une efficacité pour les profits, nous visons une efficacité sociale et environnementale. Et cette efficacité sociale et environnementale suppose trois types d'actions :

- 1 - s'attaquer, non au « coût du travail », mais au « coût du capital » ;**
- 2 - dépenser plus et mieux pour développer toutes les capacités humaines ;**
- 3 - disposer de nouveaux financements et conquérir de nouveaux pouvoirs pour les salariés et les citoyens.**

Ancrés dans le territoire, l'utilisation de ces fonds publics serait suivie et contrôlée par une commission de contrôle associant organisations syndicales, organisations employeurs, institutions économiques publiques, banque de France et élus locaux, avec pour objectif de mettre en adéquation les besoins de financement des entreprises sur le territoire et les besoins d'emplois du territoire définis préalablement par des objectifs chiffrés au sein de cette commission des fonds publics. Ces fonds amorceraient ainsi la pompe d'un nouveau crédit

de garante à la mobilisation financière des banques locales (et notamment des banques publiques et mutualistes) sur des projets d'investissements territoriaux articulés au développement des filières propres au territoire (filière bois, filière aéronautique, filières agro-industrielles...), mais avec la contrepartie d'un développement de l'emploi et des salaires et non de la rentabilité financière.

Dans ces deux exemples, l'appui financier aux PME du territoire permettrait alors de renforcer leur situation financière, donc leur indépendance,



Pour s'engager concrètement dans cette voie, les points d'appuis institutionnels et politiques existent.

Par exemple, les collectivités locales, des communes à la région, financent massivement les entreprises. Une réorientation des fonds publics aux entreprises pour faire baisser les charges financières du crédit qui les étouffe pourrait constituer un point de départ. Couplés avec d'autres financements d'État, aujourd'hui sans efficacité avérée, ils pourraient servir à baisser les coûts du crédit pour les investissements matériels et de recherche des entreprises. Le taux d'intérêt payé aux banques sur ces crédits serait d'autant plus abaissé jusqu'à devenir nul voire négatif (non-remboursement d'une partie du crédit) que les investissements ainsi financés programmeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés ainsi que des progrès environnementaux.

bancaire aux entreprises qui, à la fois, ferait reculer le coût du capital pour elles, par la baisse des intérêts payés, et les inciterait à produire plus et mieux sur le territoire; ce qui, en retour, accroîtrait la base de prélèvement des rentrées d'impôts et de cotisations sociales utiles à la relance de la dépense publique et sociale.

De même, la Banque publique d'investissement pourrait s'inscrire dans ce dispositif et servir

tout en assurant leur développement par celui de l'emploi. C'est un changement de logique.

Si l'on veut renforcer le tissu industriel et l'emploi lot-et-garonnais, comme aquitain, il est donc nécessaire de sortir des logiques austéritaires et de contrer les logiques financières du capital, mortifère pour nos territoires, nos emplois et nos entreprises. ■

Pour ce faire, le PCF prend ses responsabilités et invite au

colloque

« nouvelle industrialisation pour nos territoires »

vendredi 16 octobre

amphithéâtre de l'université du Pin

avec l'ensemble des acteurs (organisations syndicales, employeurs, institutions et élus locaux) pour la construction collective de cette alternative. Avec l'ensemble des acteurs de Lot-et-Garonne, il s'agit d'amorcer par l'action conjointe, un changement de logique qui conjugue industrie, emploi avec nouveau développement humain durable.

Lévig-nac-de-Guyenne

Commune à « énergie positive »...

En début d'année, nous avons rendu compte du projet énergétique, agronomique, environnemental et social, axé sur le concept de la méthanisation.

La seconde réunion publique à laquelle a été conviée toute la population, a eu lieu le 6 juillet/2015; pour nous présenter l'étude de faisabilité, effectuée par l'entreprise associative « Solagro ». Elle a permis de préciser le lieu d'implantation, de clarifier les attentes, de dissiper les inquiétudes. Ce projet est étendu à un secteur de 6,8 km de rayon et est donc différent du projet réalisé sur une seule exploitation agricole. Il n'a non plus rien à voir avec l'expérience menée dans les Hautes-Pyrénées qui utilise des détrit- us ménagers de toute sorte. L'ADEME est chargée des énergies renouvelables et toutes les instances départementales et régionales chapeautent ce projet. Les représentants des fédérations des CUMA départementales et régionales, les élus municipaux et les responsables de « Solagro » y travaillent d'arrache-pied. Il est intéressant de noter que dans ce comité de pilotage ont pris place deux citoyens de notre commune, ce qui permet de garantir la transparence du projet et d'emmen- er plus tard une participation citoyenne dans le montage financier.

Mille méthaniseurs sont prévus dans notre pays. Le nôtre, de cette ampleur est le premier du département. Ce projet est donc soutenu par les pouvoirs publics car il s'inscrit dans un engagement citoyen et responsable participant aux nécessaires changements :

- pour l'humanité, il agit afin de limiter le réchauffement de la planète;
- pour notre environnement, en transformant les déchets organiques en énergie;
- pour notre économie locale, en créant des emplois et en produisant à proximité des besoins (ex : futurs projets de serres maraî- chères);
- pour l'avenir, en maîtrisant des nouvelles technologies de production d'énergie propre et donc d'entrer dans la transition écologique.

Il est important de préciser de nouveau que le digestat (produit résultant de la méthanisation des déchets agricoles et agroalimentaires) sera certifié « bio » et sera livré aux agriculteurs pour fertiliser les terres agricoles (économie d'engrais de 2/3).

Le gaz « méthane » produit permettra d'alimenter un moteur de cogénération qui produira de l'électricité. Un premier contrat d'une durée de quinze ans est prévu avec EDF pour la vente de l'énergie électrique. La chaleur dégagée par le processus de méthanisation, servira à chauffer les locaux municipaux comme l'école, le centre de loisirs, la salle des fêtes, la salle des sports...

Le projet a été adopté par les personnes présentes. Le montage financier va commencer par de multiples demandes de subventions. La population sera invitée à suivre, voire à participer financièrement à la concrétisation de cette création, pas à pas. Lévig-nac-de-Guyenne s'inscrit complètement dans une démarche de politique participative. ■

Marie Renée **Gérard**
et Christine **Pospichek-Prigent**

Miramont-de-Guyenne

Éclairage public nocturne

La lutte ou bien des économies de bouts de chandelles !

Le 17 juin 2015, la municipalité a convié la population de la ville à une réunion publique, concernant la décision prise d'éteindre une partie de l'éclairage nocturne de la ville pour réduire les dépenses d'électricité.

Nous, communistes nous estimons que le problème est ailleurs: sept ans après l'ouverture du marché de l'énergie à la concurrence, nous apprenons le 16 juin 2015 que l'autorité créée en 2006 pour défendre les consommateurs d'énergie, a présenté des chiffres qui démontrent que cette opération a été une très mauvaise affaire pour les consommateurs (on ne parle plus depuis longtemps d'usagers) qui paient l'électricité de plus en plus cher (49 % de plus pour le chauffage électrique). Ceux qui avaient choisi de quitter EDF Engie ont vu leurs tarifs augmentés aussi et pire, certains n'ont pas encore réglé leurs litiges avec leur nouvel opérateur.

La solution est une prise de conscience et une lutte à hauteur des enjeux pour obliger le gouvernement à ce que l'énergie revienne au domaine public.

Rappel: c'est en 1946, dans un pays exsangue que le ministre communiste Marcel Paul a nationalisé les énergies en

créant le service public EDF (Électricité de France) et GDF (Gaz de France). La population a, depuis 1946, payé moins cher l'énergie que dans les autres pays et ce jusqu'à la mise en place de la concurrence. Le rôle d'une municipalité est d'exiger que cesse cette ouverture à la concurrence qui a entraîné une flambée des prix. Elle fait aussi partie des consommateurs comme nous tous et son rôle est aussi de défendre les intérêts de ses administrés. ■

Roger **Déjean**

Agen

71^e anniversaire de la libération de la ville

Mercredi 19 août se sont déroulées les cérémonies du souvenir de la Libération.

Avant celle du monument aux morts d'Ag-en, les participants ont déposé des gerbes et des bouquets devant les stèles et les plaques commémoratives de résistants fusillés, assassinés, morts au combat ou en camp de concentration.

Il faut rappeler que, début 1944, de nombreux combats ont lieu dans notre département. La Résistance se renforce en nombre, en puissance et en influence. En juillet et août, l'état se resserre sur l'occupant. Les Allemands sont inquiets, nerveux, parce que leurs troupes reculent sur tous les fronts et que la Résistance multiplie les actions armées dans tous les pays occupés.

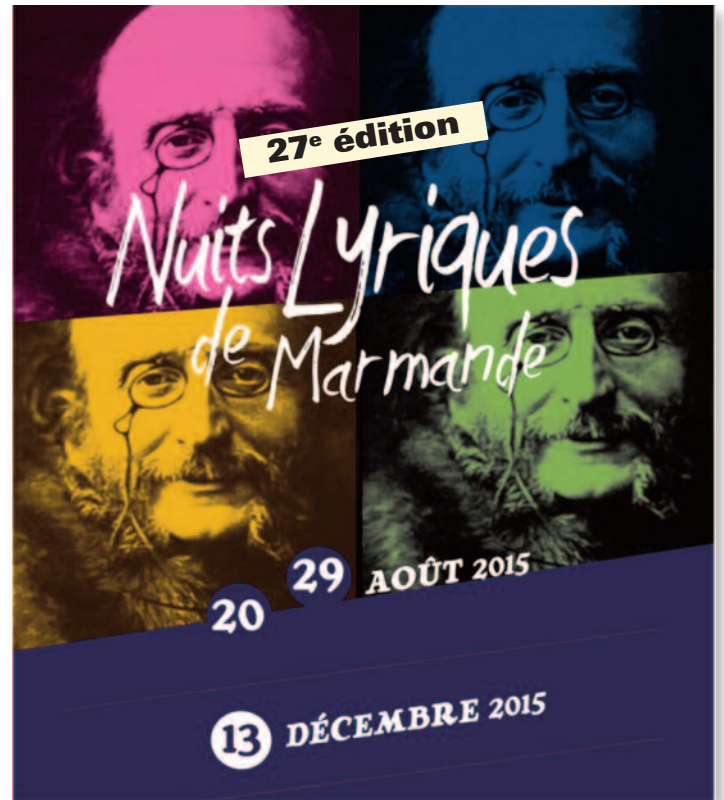
En juillet 1944, Hubert Ruffe (membre du triangle de direction du PCF clandestin, en zone Sud) avait donné des directives très claires: accentuer le harcèlement de l'ennemi, saboter les voies ferrées et de communication et, très important, se tenir prêt pour l'insurrection nationale.

Début août également, deux numéros du **Travailleur** sont diffusés, ainsi qu'un tract du PCF appelant au combat. Une quarantaine de numéros clandestins de notre hebdo ont été diffusés sous l'Occupation.

Le 19 août 1944, donc, des détachements de FTPF (Francs-tireurs et partisans) investissent la ville d'Ag-en (bataillons Arthur et Prosper, 35^e brigade FTP-MOI).

Aussitôt, le comité départemental de libération prend possession de la mairie et les représentants du Front national (mouvement de résistance, crée en mai 1941, à l'instigation du PCF) se rendent à la prison pour libérer les prisonniers politiques. Et, le 20 août, les détachements de la Résistance défilent sur les boulevards, sous les applaudissements de la population en liesse. ■

EC



Tarifs de 10 € à 35 € / 20 et 26 août gratuit

L'opéra « les Contes d'Hoffmann » fait partie des ouvrages les plus joués, partout dans le monde et plus personne ne met en cause le talent de Jacques Offenbach.

Il aura montré et démontré que l'art lyrique pouvait, avec le même bonheur, et la même qualité, peindre toutes les couleurs de la vie. Il aura prouvé que l'art lyrique appartenait à tous et qu'il était en mesure de rassembler en élevant.

Modestement, les « Nuits Lyriques de Marmande », veulent aussi partager ce rêve, où « divertissement » ne rime pas forcément avec vacuité, et « art populaire » avec facilité.

jeudi 20 août - 21 h 00

La voix de l'orgue

dans le cadre de la nuit du patrimoine
église Notre Dame - Marmande

samedi 22 août - 20 h 30

Les contes d'Hoffmann

théâtre Comoedia - Marmande

dimanche 23 août - 21 h 30

Quinte et sens

église Notre-Dame – Fourques-sur-Garonne

lundi 24 août - 20 h 30

L'opéra pour les nuls

théâtre Comoedia - Marmande

mardi 25 août - 20 h 30

La flûte enchantée

cinéma Plaza - Marmande

mercredi 26 août - 21 h 30

Banda les têtes brûlées

place du marché - Marmande

Troupe et Ecole de Théâtre LA DAME BLANCHE de Bon-Encontre (47240)
Association loi 1901 depuis 1984

CHOUETTE, la Rentrée avec la TDB !

Cours de Théâtre :
enfants
ados
et adultes

Pièces de Théâtre :
Boulevard
Café-théâtre
Comédie historique

Faites votre rentrée avec la TDB !

Demandez le programme !

Renseignements au 05 53 89 68 75
ou festilyric@wanadoo.fr